

Réunion d'échanges : La CANAM et les médecins libéraux en bras de fer

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 18 SEPTEMBRE 2020

691

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



La Transition civile s'impose



Illusion et fantasme des militaires du CNSP :
Assimi Goita n'est pas Jerry Rawling, encore moins Thomas Sankara



Gestion de la transition : Le CNSP veut mordicus assurer la présidence



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Mali : La Transition civile s'impose	P.4
Brèves	Covid-19 au Sénégal : Les effroyables découvertes des médecins	P.11
	Boubacar Yalcouyé : « Ex-ministres, rendez « chap-chap » vos passeports diplomatiques »	P.11
	Transition au Mali : Bientôt un président selon le CNSP	P.11
	Gambie : L'épouse de Yaya Jammeh sanctionnée par le Trésor américain pour détournement	P.12
	Coronavirus : Les relations se réchauffent entre le Kenya et la Tanzanie	P.12
	Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le Mali : Au camp Soundiata Kéita des femmes s'opposent à la CEDEAO et optent pour une transition militaire	P.13
Actualité	Réunion d'échanges : La CANAM et les médecins libéraux en bras de fer	P.15
	Rôle et place de la diaspora au Mali : Les Maliens à l'extérieur, au cœur des préoccupations à l'intérieur	P.16
	Ressources humaines pour les centres de santé de Tombouctou : Budget déficitaire	P.17
	Castration, meilleur remède contre les pervers sexuels : Le Mali peut-elle s'en inspirer ?	P.19
Politique	Illusion et fantasme des militaires du CNSP : Assimi Goita n'est pas Jerry Rawling, encore moins Thomas Sankara	P.20
	Transition politique au Mali : Entre Balbutiements et exigences	P.21
	Ligne rouge : Le caleçon des États, quelle souillure !!!	P.22
	Gestion de la transition : Le CNSP veut mordicus assurer la présidence	P.24
Culture & société	Hygiène publique à Bamako : Le Stade omnisports Modibo Keita sous les ordures !	P.26
International	Côte d'Ivoire : L'éléphant solitaire Ahmed, l'ami des enfants devenu agressif et alcoolique	P.27
	Justice : Lamine Diack condamné à quatre ans de prison, dont deux ferme	P.29
Sport	Championnat national du Mali : Stade malien, un parcours de champion	P.30



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

Mali : La Transition civile s'impose



La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est intransigeante là-dessus : la transition au Mali devra être assurée par les civils. C'est la condition sine qua non pour la levée des sanctions contre le pays ou plus exactement pour ne pas renforcer les sanctions qui frappent le Mali. Or le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) ne semble pas de cet avis car il multiplie les déclarations tendant à démontrer sa volonté de piloter la transition au risque de précipiter le pays dans une crise encore plus complexe. Certes la tendance au Mali est en faveur du maintien des militaires au pouvoir même si les conclusions des concertations semblent dire le contraire. Cependant le Mali ne peut courir le risque d'un renforcement des sanctions de la CEDEAO qui seraient fatales non seulement à notre économie déjà fragilisée mais conduiraient à des troubles sociaux si les denrées de premières nécessités venaient soit à manquer soit verraient leurs prix flamber. C'est pourquoi il n'y a pas d'alternative

pour le CNSP. La transition civile s'impose au Mali.

Les jeunes officiers qui ont pris le pouvoir au Mali le 18 août 2020 étaient sans doute loin d'imaginer que le plus difficile pour eux était à venir. En effet, le Colonel Assimi Goïta et ses hommes font la dure expérience de l'exercice du pouvoir. Face à leur volonté d'assainir le monde politique au Mali en jetant les bases d'une entreprise de refondation totale se dressent les exigences de la géopolitique qui ne leur laissent d'autre choix que de rendre le pouvoir aux civils. Ces exigences s'opposent totalement aux plans des militaires maliens qui entendent exercer l'entière responsabilité du pouvoir. Ainsi la situation des membres du CNSP est devenue compliquée et délicate. Remettre le pouvoir aux civils, c'est rentrer dans l'anonymat du camp militaire et surtout ne plus être maîtres de leur destin, eux qui, au regard de la Constitution du 25 Février 1992, ont porté atteinte à la souveraineté du pays par leur coup de force. Le régime défunt a permis à des

milliers de citoyens maliens de prospérer. Ceux-ci ont des intérêts colossaux à défendre et le feront y compris au prix de leur sang et les militaires du CNSP apparaissent comme leurs ennemis à abattre.

Nombreux sont les Maliens à croire que seul un pouvoir militaire peut mettre de l'ordre dans l'imbroglie malienne. C'est pourquoi le retour à un régime civil même transitoire ne semble pas du goût de tous ceux qui sont convaincus que ce sont les civils les seuls responsables du chaos où se trouve le pays. Le retrait éventuel du CNSP au profit des civils même parmi les plus vertueux serait sans doute l'occasion pour certains de se repositionner en vue de contrôler la transition et partant la période post transition. Pourtant, les Maliens devront se résoudre à voir les civils revenir au pouvoir. C'est l'avis de l'Imam Mahmoud Dicko qui s'est exprimé en ces termes : « J'ai demandé aux militaires de respecter leur serment et de ne pas penser que le peuple malien va encore, après toute cette lutte, se laisser entraîner



dans des arrangements où l'on se partagerait des postes. J'ai été très clair avec les militaires de laisser gérer la transition par un civil car je n'ai pas fait toutes ces luttes pour que la communauté internationale puisse sanctionner le peuple malien, je l'ai fait pour atténuer la souffrance de mon peuple ».

Ces propos sont sans ambiguïté et mettent les militaires face à leurs déclarations initiales dès le lendemain du coup de force qui a fait démissionner IBK. En effet, le porte-parole du CNSP avait clairement affirmé que le pouvoir serait remis aux civils « dans les plus brefs délais ». Même si cette expression se prête à plusieurs lectures, il n'en demeure pas moins vrai que pour la CEDEAO ce délai est dans une semaine. Il est heureux que le CNSP songe à mettre rapidement en place les organes de la transition en attendant la prochaine visite, sans doute la semaine prochaine, du négociateur Goodluck Jonathan. Même si elle semble mineure, une concession a été faite par la CEDEAO notamment sur la durée de la transition qui pourrait être de 18 mois, au lieu des 12 initialement prévus, et la participation du CNSP au poste de Vice-présidence de la transition. L'organisation sous régionale attend donc l'expression de la bonne foi de Assimi Goïta et de ses compagnons d'arme car comme l'a déclaré l'imam Mahmoud Dicko, il ne faut pas « que l'on se mette dans une situation qui nous mette en porte -à -faux avec la communauté internationale. Il faut faire en sorte de conserver avec elle de bonnes relations pour qu'elle nous accompagne et que nous puissions vraiment sortir de cette situation».

Travailler pour que le Mali soit en harmonie

avec la CEDEAO sans sacrifier la volonté affirmée des Maliens pour le changement, tel doit être le credo du CNSP. Les militaires ne doivent pas être le problème dans la recherche du renouveau du Mali et pour cela ils ont le devoir de privilégier l'intérêt national. Se soumettre aux exigences de la CEDEAO ne doit pas être

ressenti comme un aveu de faiblesse car le Mali a souverainement souscrit aux textes régissant l'organisation ouest africaine et se doit de les respecter. Il ne sert à rien la propagande anti CEDEAO même si on peut regretter le souci de l'organisation à privilégier les principes de son fonctionnement plutôt que les intérêts des peuples. Les Maliens qui se sont exprimés lors des concertations nationales et les millions de leurs compatriotes attendent la mise en œuvre rapide des résolutions. Le colonel-major Ismaël Wagué a beau affirmer que l'Etat fonctionne, celui-ci fonctionnera mieux encore quand le pays aura un Gouvernement et les autres organes de la transition. Le CNSP a fait son travail en parachevant la lutte du M5-RFP. Il est temps pour lui de passer la main aux civils pour que le long travail de restructuration et de refondation qui attend le Mali se mette en route. Il y a trop de travail à faire pour que le Mali se relève enfin. Ne perdons pas le temps.

■ Diala Thiény Konaté



Soudan-Infos

ORTM en DIRECT

#LUTE CONTRE LA CORRUPTION : LE CNSP AUX TROUSSES DES AMIS DE KARIM KÉÏTA

Moustapha Ben Barka, Mohamed Bagayoko «Momo», Mama Lah, un certain Chine Lah, Danaya Business, Hady Niangadou, Oumar Niangadou dit «Petit Barou» et bien d'autres encore, tous ont, d'une manière ou d'une autre, profité de leur proximité avec Karim Kéïta pour détourner des milliards, dans le cadre de marchés publics, au détriment de l'Etat ou s'octroyer des avantages indus ou même se faire payer pour des marchés jamais exécutés. Les cas sont légion au ministère de la sécurité et de la protection civile où on parle également d'une dame qui se serait fait payer des millions pour un marché de véhicules dont aucun n'a encore été livré.

Ces gens sont tous, désormais, dans le collimateur du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) et de la justice. Certains ont été interrogés au niveau du pôle économique et les recherches sont en cours pour d'autres. De ce qui nous a été rapporté, en tout cas, les détournements en rapport, surtout, avec l'armée et la loi de programmation et d'orientation militaire, seront tous élucidés.

Fidèle à ses habitudes : IBK abandonne son PM et «ses fils»

Jusqu'au bout, il n'a fait que trahir. Décidemment, l'ex-président de la République, celui qui n'aurait jamais dû accéder, ne serait-ce qu'une seconde, à la magistrature suprême de notre pays, ne sait faire que ça : trahir et blablater. Il vient de confirmer ce que nous écrivions sur lui, il y a de cela quelques années, à savoir son manque de courage. Voyez vous-mêmes, il s'est fait attraper dans son salon comme un mouton qui suit, docile, son maître, sans la moindre résistance. Tout le temps qu'il est resté à Koulouba, il n'a fait que plaider sa seule et unique cause jusqu'à obtenir son retour à la maison et son évacuation sanitaire à Abu-Dhabi. Il a laissé derrière lui, enfants, soutiens, parents, son Premier ministre, son fils Timbiné et même... Bouba.

Source : Nouvelle Libération



"L'ancienne mannequin hollandaise Thysia Huisman raconte pour la première fois en vidéo le viol dont elle accuse Jean-Luc Brunel, l'ami français de Jeffrey Epstein. Elle appelle la justice à accélérer le volet français de l'enquête.



Mouhamadou Sidibé

La validation de cette année scolaire est juste pour leurs enfants et non pour le Mali.

Ils ont peur de leur femme et non de Dieu.



Paul Diarra

#ALERTE : Le cercle de Niore du Sahel sous menace terroriste !

Plusieurs terroristes ont passé la nuit dans le village de #Kompo à 40 km de #Korera_Koré dans le cercle de Niore. Lors de leur prêche, ils ont laissé entendre qu'ils n'ont rien contre la population civile, leurs cibles sont les autorités. Les autorités sont interpellées. Que Dieu protège nos populations. Sputnik France Alors que l'Élysée s'est engagé à restaurer ses bâtiments pour un total de cinq millions d'euros, la rénovation du salon doré a nécessité 930.000 euros, indique Le Parisien. Salués par Macron, les travaux réalisés dans la pièce qui «vibre totalement différemment» ont été également menés pour «projeter l'excellence française à l'étranger».



L'Obs

"En 1991, j'ai été violée par Jean-Luc Brunel. Je venais d'avoir 18 ans. J'ai gardé ce secret pendant vingt-huit ans."



Joliba FM

Présidence de la Transition : Mme Sy Kadiatou Sow ou la Colonelle Nema Sagara ?



Mala Dembele

Voici le mauvais travail du maire Nouhoun Diarra et de la dernière entreprise en mauvais travail.
 M.le maire NOUHOUN DIARRA à cause de ton mauvais travail ,nos devantures sont devenues des lacs d'eau
 M.le maire à cause de ton mauvais travail donné à la mauvaise entreprise de Ségou nos devantures sont devenues des cours d'eau qui ne coulent pas
 M.le maire après avoir vu les machines sur notre route ,nous avons été contents et nous t'avons applaudi mais nous ne savons pas qu'entre toi et l'entreprise qui est spécialiste en mauvais travail.
 M.le maire si tu as fait sortir de l'argent dans la caisse de la mairie pour ce mauvais travail,il faut le faire retourner parceque tu n'as pas un travail mais un mauvais travail.
 J'ai fait une publication sur toi au début de ce travail pour te féliciter et t'encourager mais je ne savais pas c'était pour nous bernier en justifiant un fonds sorti dans la caisse de la mairie .
 Douba Dembélé,dis au Maire que ne rien faire vaut mieux qu'un mauvais travail où un travail bâclé



Awa Sylla

On va attendre la libération du président SOUMAILA Cisse jusqu'à quand?
 LIBÉREZ-Le.



Barna Troia

Il est dit que bien qu'au départ son rôle soit purement économique, la CEDEAO s'est assez vite intéressée au maintien de la paix, je ne sais pas pourquoi la CEDEAO ne s'est pas prononcé sur ce qui constitue un blocage dans le programme de récupération du nord Mali ?
 Malgré toutes ces ONG et toutes ces organisations les chefs d'Etats africains continuent de tourner autour de L'Elysée comme un mu-



sulman tourne autour de la Kaba !
 Pourquoi la CEDEAO n'a pas fait pression sur IBK pendant qu'il était encore président de la république du Mali, malgré la coalition de l'armée malienne, sous-régionale et onusienne, nous sommes bloqués dans les opérations militaires et chaque jour les choses s'enveniment davantage ?
 On a entendu l'UA se prononcer sur l'intention de monsieur Ouattara de faire un troisième mandat en violation flagrante de la constitution, du serment humain et divin piétinés à terre, mais qu'est-ce que l'UA et la CEDEAO ont concrètement entrepris pour sanctionner ces "Dourounis" calcinées qui mènent dangereusement les passagers, les populations africaines à leurs bords ? N'est il pas grand temps de retirer tous ces véhicules détériorées de la circulation et éviter ainsi de mettre en péril la vie des millions d'africains ?
 La CEDEAO regarde brûler les villages africains.
 La CEDEAO regarde indifférente à la noyade des dizaines de villages africains par les inondations et les dommages de l'hivernage.
 L'instabilité sur tous les plans en Afrique est due à la France, cette vérité est connue du monde entier, mais pourquoi la CEDEAO et l'UA ne se prononcent jamais sur la politique étrangère en Afrique ?
 La réponse est simple : c'est parce qu'elles sont à la botte de la France et de l'ONU.
 Africains, assumons-nous.
 Nan lara an sara !
 Saya kafsa ni maloya-yé !

Bamako Niarela

Pour réclamer 4 mois d'indemnités impayés et protester contre un projet de réduction des effectifs: Le personnel chargé de la riposte contre la Covid-19 observe «un arrêt illimité de travail»



Habib SYLLA

"L'ami véritable donne son cœur sans réserve, sans condition, et uniquement parce qu'il aime. Il a la sincérité, la délicatesse, les transports, et la fidélité du sentiment."

Jean-Jacques Rousseau

Merci à mes amis Sega Doucouré, Hamidou Traoré, Yacoubou Dembelé pour cette amitié chère et fidèle...



Mariam Maiga

Je voudrais exposer une situation. Si vos enfants n'apprennent pas avec des enfants handicapés à l'école et n'ont jamais appris que tout le monde n'est pas égal, vous devriez peut-être passer 10 minutes ce soir à leur expliquer, car bien qu'ils ne vivent pas actuellement avec ces enfants à l'école, ils les trouveront dans leur vie à coup sûr. À la lumière des événements récents concernant l'exclusion d'un enfant autiste de la fréquentation d'un voyage scolaire et d'un enfant trisomique expulsé du cours de danse parce qu'elle ne pouvait pas suivre, je ressens le besoin de partager cela. Il y a des garçons et



des filles que personne n'invite aux fêtes d'anniversaire. Ce sont des enfants qui veulent faire partie d'une équipe mais qui ne sont pas sélectionnés car il est plus important de gagner que de les inclure. Les enfants handicapés ne sont pas bizarres, ils veulent juste ce que tout le monde veut: être aimé et accepté!

Puis-je poser une question? Quelqu'un est-il prêt à copier et coller ce message sur son mur sans le partager, comme je l'ai fait, pour tous les enfants handicapés?

Veillez apprendre à vos enfants à être gentils avec tout le monde car nous avons tous besoin d'amour et de gentillesse

Ismael Tiendrebeogo

Conférence de presse de #Guillaume_SORO sur le rejet de sa candidature: "Il n'y aura pas d'élection le 31 octobre 2020 en Côte d'Ivoire. Ecrivez-le et dites-le"



Hamady Traore

Les Chefferies Traditionnelles et Coutumières Touraègues du Mali désignent Monsieur Abdoul Magid AG Mohamed Ahmed Al Ansary dit Nasser Chêf de la tribu des Kel Ansar de Tombouctou comme Représentant Permanent des Chefferies Traditionnelles et Coutumières Touraègues du Mali à Bamako.

Un homme intègre, humble, modeste, courtois et disponible pour la consolidation de la paix et la cohésion sociale au Mali.

Nous souhaitons plein succès à notre frère pour la confiance méritée dans ses nouvelles tâches.

Ibrahim AG Hamadalamine



Julien Diallo

Les maliens unis pour le Mali
Préparatifs de la fête nationale du #Mali!

Une nouvelle occasion pour nos #FDS de montrer le haut niveau de professionnalisme atteint ces dernières années.

Et vous, serez vous présents pour les soutenir? Vive les Forces Armées Maliennes

60ème Anniversaire de l'Indépendance du Mali: Top départ des pré-



paratifs du défilé grandeur nature

La place d'Armes de la 3ème Région Militaire de Kati était pris d'assaut ce mercredi 16 septembre 2020 par les détachements de différents corps pour la prise d'armes du 22 septembre. Au rythme de la fanfare nationale, les hommes ont tenu la cadence pour harmoniser le passage devant le peuple et les autorités qui seront présente pour les commémorations de la fête nationale.

La cérémonie a commencé par la montée des couleurs. Le commandant de troupe, le Chef de Bataillon Ousmane Guindo a effectué la revue de troupe pour s'enquérir des dispositions prises par les différents chefs d'unités.

L'ordre de bataille était respecté avec le drapeau en tête et sa garde, l'AMA-SNJ, l'Administration Pénitentiaire, les Douanes maliennes, la Protection Civile, la Police Nationale, la Gendarmerie Nationale, la Compagnie de soutien (DCSSA, DTTA, DMHTA), le Génie militaire, la Garde Nationale, l'Armée de l'Air, l'Armée de Terre avec une section des commandos Parachutistes suivie de la Direction du Sport Militaire.



Basta Sanogo

Selon nos source.1 Président de la transition MOUSSA Sinko.2 Vice président Assimi Goita.PM trois nom Tatam MODIBO SIDIBÉ Malick,mais mieux placé Tatam,qui sera à Bamako aujourd'hui,Mariko sera Ministre,et Igor est aussi attendue à Bamako aujourd'hui voilà un peut les déroulement des choses..

Je ne suis pas affirmatif, mais vu le net.



Touré Abdoul Karim

La lutte est rude autant que l'agitation intérieure. La définition du maintien de l'équilibre pour l'essentiel se caractérise par un trop-plein de superficialité. La plupart des femmes ne demandent pas tant à être aimées qu'à être préférées. Ainsi l'interdiction de la question à qui veux tu ressembler se lit jusque dans la profondeur du regard. Il faut tout faire pour exiger l'acceptation de soi à travers le dehors.



En effet, c'est un autre paradoxe qui continue de faire ravages....
Touré Abdoul Karim



Mali Verite



Le Parti PDAR-MJCD
DÉSIGNATION DES DIRIGEANTS DE LA TRANSITION
:LE PROCESSUS ENCLENCHÉ.

Le porte parole du conseil national pour le salut du peuple,le colonel-major Ismaël WAGUE,en a fait l'annonce hier au cours d'une conférence de presse.Le collège devant désigner les responsables du pouvoir intérimaire est en train d'être constitué.
Malivéritésekbm



Le patriote



ORTM en DIRECT
Si la transition de 2012 a été une réussite, c'est parce que la transition a été dirigée par 2 duo qui maîtrisaient le dossier Mali.

Dans la situation actuelle, qui est plus difficile que 2012, il faut des technocrates qui maîtrisent le dossier Mali déjà et qui est très très fort à l'international.

Regardons le Mali en laissant la haine, seul une personne puissante l'internationale peut redonner la confiance aux partenaires.



Lion Issouf



Mali NIETA WULI WATI Sera
Etats States : Joe Biden : "nous devons déraciner le racisme systémique"

En visite à détroit dans le cadre de la campagne présidentielle américaine de novembre prochain, Joe Biden le candidat démocrate, s'est agenouillé devant une jeune fille noire, refaisant ainsi le geste des blancs américains lors de la mort de George Floyd.

Ce noir américain a été assassiné par des policiers blancs, lors de son arrestation. L'ancien vice-président de Barack Obama, a déclaré: "Nos enfants nous rappellent constamment pourquoi je suis dans ce combat. Nous devons construire une économie qui leur donne un coup de feu équitable, à eux et à leurs familles. Nous devons déraciner le racisme systémique pour qu'ils grandissent dans une nation plus juste que nous ne l'avons maintenant. Je crois à un avenir meilleur pour nos enfants, et je me battraï pour eux jusqu'à la fin".

Joe Biden veut ainsi faire de la lutte contre le racisme aux Etats-Unis, l'une des priorités de son mandat en cas de succès aux élections présidentielles.



Boureima Poudiougou



Mon destin c'est ma patrie.
Je suis ici chez moi et c'est moi de faire la gloire de ce pays
Je le bâtirai a mon image il sera le plus beau, le plus chaud, une

terre d'accueil, hospitalité, une terre de réconciliation.
Ma chère patrie, je ferai de toi la plus envie du monde.
- Lecture de Thierno Ahmed Thiam sur l'ORTM



Moulaye Aly Haidara



Purée les Maliens les « cadrans » font faire leurs promotions comme du soda...Tout le monde pense être indispensable et comme en dehors du M5 RFP les cadeaux seront durs à trouver. Mais sachez que le gâteau sera amer ... nous veillerons sur vous comme du lait sur le feu

Journal Arcenciel Mali



Burkina Faso : l'ancien premier ministre Isaac Zida bientôt investi candidat à la présidentielle.
L'ex-premier ministre de la transition au Burkina Faso, Yacouba Isaac Zida, en exil au Canada, sera investi le 25 septembre candidat à l'élection présidentielle prévue le 22 novembre, a annoncé mercredi 16 septembre son parti, le Mouvement patriotique pour le salut (MPS, opposition).

Djamila Ferdjani



Boire 2 verres d'eau une demi-heure avant chaque repas peut faire perdre 4 Kgs en 1 mois.

SY Ousmane



Dans un pays où l'arrangement, l'enrichissement à tous prix, le mépris du savoir, le «m'as-tu-vu», le «les gens vont dire» sont la règle, même si la chance permet à un saint d'arriver au pouvoir, il deviendra rapidement un démon. D'où la nécessité d'un réarmement morale collectif

Nimaga Mahamadou



La pandémie COVID-19 limite fortement le travail de la diplomatie. Les contacts interpersonnels sont essentiels au travail diplomatique, à tous les niveaux, car ils permettent de nouer des relations, d'essayer d'aplanir les divergences ou, du moins, de conclure un accord.

Covid-19 au Sénégal : Les effroyables découvertes des médecins



Covid-19 au Sénégal : Les effroyables découvertes des médecins. Les mutations du virus et les symptômes de la Covid-19 intriguent les scientifiques. Au Sénégal, des médecins ont fait des découvertes effroyables sur le coronavirus. C'est ce que nous apprend L'Observateur dans sa livraison de ce jeudi.

Dr Khardiata Diallo Mbaye du Centre de traitement de Fann de révéler : "De plus en plus, on constate un diabète inaugural chez les patients atteints du coronavirus. On a eu des patients qui n'étaient pas connus diabétiques qui manifestent un taux de glycémie très élevé. On a de plus en plus de patients dont le diabète a été découvert avec la Covid-19. Il est aussi constaté des crises convulsives et des risques d'embolie pulmonaire". Le constat du Dr Makhtar Camara, chef de l'Unité de Bactériologie de l'hôpital Aristide Le Dantec, est aussi inquiétant. "Il y aurait une dizaine de souches qui circulent", a-t-il dit. Depuis l'apparition de la Covid-19, en mars dernier, le Sénégal compte à ce jour 299 décès.

Transition au Mali : Bientôt un président selon le CNSP



Ce mercredi, dans la matinée, le Conseil national pour le salut du peuple (CNSP) a engagé le processus de constitution du Collège devant désigner le président et le Premier ministre de la transition. On en sait très peu des critères de désignation de ses membres. Par contre, le porte-parole du CNSP, colonel-major Ismaël Wagué, a indiqué, cet après-midi à Kati, qu'il sera composé de militaires, de représentants de la société civile et d'autres sensibilités de la Nation. C'était à la faveur d'une conférence de presse consacrée à la restitution des conclusions du mini-sommet de la Cedeao à Accra (Ghana), auquel le président du CNSP avait pris part. En engageant le processus de mise en place de ce Collège, quelques heures seulement après la rencontre d'Accra, le CNSP veut, conformément au souhait des chefs d'Etat de la Cedeao, mettre rapidement en place un président et un Premier ministre de transition. Les dirigeants ouest-africains avaient donné une semaine à cet effet, à compter du 15 septembre. Aussi, avaient-ils exigé que le

Boubacar Yalcouyé : « Ex-ministres, rendez « chap-chap » vos passeports diplomatiques »



Une fois qu'on n'est plus en fonction de ministre, finis certains privilèges. Cela est l'ordre naturel des choses. Et il s'exécute de lui-même sans des instructions extérieures.

Malheureusement ce principe de base fait défaut chez certains anciens ministres du régime défunt d'Ibrahim Boubacar Keita.

En effet, depuis quelques semaines, ils crient à des restrictions de voyages hors de nos frontières et accusent les autorités en charge de la gestion aéroportuaire.

Le hic est qu'ils ne disent pas les choses comme elles se présentent. Ce sont des anciens ministres qui veulent se servir des passeports diplomatiques qui leur ont été donnés dès leur prise de fonction. Une fois enlevé du poste, le ministre perd automatique ce privilège. De ce fait, le passeport n'est plus valable pour des affaires qu'on ignore, et qui peuvent être dangereuses pour le Mali, hors du pays.

Ces anciens ministres qui se sont vu refuser le voyage à l'aéroport international Modibo Keita de Senuou doivent comprendre que c'est la seule raison valable de l'agissement des autorités compétentes en la matière. Au lendemain du communiqué du CNSP à l'endroit de tous les détenteurs de véhicules... de l'État de les rendre dans un délai raisonnable, déposer aussi ces passeports diplomatiques s'imposait de fait. Et ceux qui en ont, connaissent mieux la procédure que n'importe qui.

Alors, pourquoi vouloir agir dans l'illégalité et crier après à la victime ? Nous sommes dans un État de droit. Le fait de leur expliquer tout bonnement l'invalidité des passeports diplomatiques qu'ils détiennent et leur demander d'aller déposer auprès de qui de droit n'est autre que des faveurs à l'image des exigences de nos valeurs sociétales. Sinon, leur attitude est assimilable à cette expression en droit : "faux et usage de faux" et peut aboutir à des poursuites pour faits graves.

Alors il est charitable pour tous les anciens ministres qui n'ont pas encore rendu leurs passeports diplomatiques de s'exécuter "chap-chap", qui veut dire le plus rapidement possible, comme aiment le "balancer" les acteurs de la série ivoirienne Sery et Sory qui enflamme la toile ces derniers temps.

Boubacar Yalcouyé

président et le Premier ministre soient des civils. Cette exigence sera-t-elle satisfaite ? Le suspense demeure.

I. DEMBELE

Gambie : L'épouse de Yaya Jammeh sanctionnée par le Trésor américain pour détournement



Le Trésor américain a annoncé mardi soir, 15 septembre, que des sanctions financières ont été appliquées à l'ex-Première dame de la Gambie, Zineb Souma Yahya Jammeh, qui vit en exil en Guinée équatoriale depuis février 2017. L'épouse de l'ancien dictateur gambien est soupçonnée de contrôler de nombreux avoirs aux États-Unis.

Zineb Souma Yahya Jammeh est pointée du doigt pour avoir matériellement assisté et financé son mari, lorsqu'il était au pouvoir. Le département du Trésor américain lui reproche d'avoir utilisé sa fondation en faveur de la protection des enfants comme couverture pour « faciliter le transfert illicite des fonds à son mari », lit-on dans un communiqué. C'est une plainte déposée l'été dernier qui aurait mis la puce à l'oreille: en effet, le 15 juillet, le département américain de la Justice a demandé la confiscation d'une résidence du Maryland acquise avec 3,5 millions de dollars, notamment financés par une filiale détenue par Zineb Jammeh.

« L'étai se resserre »

L'ex-Première dame était déjà dans le viseur de la justice gambienne, qui dans un rapport publié l'année dernière, l'accusait d'avoir perçu 2 millions de dollars en liquide, via sa fondation. Des fonds qui auraient été dépensés dans des cérémonies.

Pour Reed Brody, conseiller juridique à HRW, ces sanctions financières sont importantes parce qu'elles montrent que « l'étai se resserre » autour de la famille Jammeh. Ce militant des droits de l'Homme, espère qu'une fois gelés et confisqués, ces fonds seront reversés pour indemniser les victimes de violences sous la dictature de Yahya Jammeh.

Depuis décembre 2017, les avoirs de l'ancien président gambien aux États-Unis avaient déjà été gelés. Même chose en Gambie, où les autorités l'accusent d'avoir détourné près de 50 millions de dollars des caisses de l'État.

Coronavirus : Les relations se réchauffent entre le Kenya et la Tanzanie



Dodoma a levé mercredi les sanctions contre quatre compagnies aériennes kenyanes. Une décision qui fait suite à une première mesure d'apaisement prise mardi par Nairobi. Désormais, les Tanzaniens entrant sur le territoire n'ont plus besoin de se mettre en quarantaine en entrant sur le territoire kenyan.

« C'est une mesure de réciprocité », a clairement annoncé l'aviation civile tanzanienne. Kenya Airways, Fly 540, Safarilink et AirKenya Express sont de nouveau autorisés à opérer en Tanzanie, après avoir vu leurs licences suspendues le mois dernier. Un soulagement pour les quatre sociétés et notamment Kenya Airways, fleuron de l'aviation nationale, mais qui souffre financièrement depuis le début de l'épidémie de coronavirus. KQ – comme on l'appelle – avait dû stopper ses vols, voyant une concurrente Rwandair, augmenter ses liaisons vers la Tanzanie, prenant ainsi des parts de marché. Depuis plusieurs mois, les deux voisins sont en crise diplomatique, notamment à cause des restrictions prises pour contrer la propagation du Covid-19. Mardi, le Kenya avait entamé la désescalade, en ajoutant la Tanzanie sur la liste des pays dont les citoyens n'ont pas besoin de se mettre en quarantaine en entrant sur le territoire. La décision a permis la désescalade même si elle reste controversée.

Situation sanitaire opaque en Tanzanie

En effet, la gestion de l'épidémie est très opaque en Tanzanie. Dodoma ne diffuse plus ses statistiques depuis fin avril. Les chiffres révélaient alors 509 malades et 21 morts, selon l'université John Hopkins qui fait référence en la matière. Un peu plus tard, le président Magufuli avait alors déclaré l'épidémie terminée dans le pays, notamment grâce aux prières des Tanzaniens. Une déclaration qui avait suscité polémique et suspicion. Le Kenya avait ajouté son voisin sur sa liste rouge des pays à hauts risques sanitaires, entraînant la colère du président Magufuli. Une colère qui devrait désormais s'apaiser, au moins provisoirement.

Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le Mali : Au camp Soundiata Kéita des femmes s'opposent à la CEDEAO et optent pour une transition militaire

Elles étaient nombreuses à se réunir au sein du camp Soundiata Kéita, hier, afin d'apporter leur soutien aux militaires du CNSP pour une transition militaire. Dans les audios qui nous sont parvenus, elles expliquent leurs conditions de vie déplorable ; les situations dans lesquelles leurs maris et enfants se battent au front. Selon elles, la CEDEAO ne doit pas s'immiscer dans le choix de celui qui doit diriger la transition.

Et elles finissent par ces mots : nous avons plusieurs enfants ici qui n'ont pas connu leurs pères partis sur le champ de l'honneur. Certains sont morts là-bas et ceux-là qui sont revenus des années après, leurs enfants avaient du mal à les reconnaître. Alors il est temps que ça change. Pas question de civil à la tête de la transition, mais un militaire. Tout en avançant d'autres arguments, avec des pancartes à l'effigie des chefs du CNSP, elles évoquent les exploits des militaires en un laps de temps. Pour illustrations : la résolution de la crise scolaire,



le rapatriement des corps des militaires tombés sur le front. Un dernier aspect qu'elles trouvent inédit, car les autorités précédentes n'ont jamais agi de la sorte afin de procéder à l'enterrement dans la dignité des militaires morts sur le terrain.

Le Pays

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Réunion d'échanges : La CANAM et les médecins libéraux en bras de fer

Le DG de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM), Mahamane Baby, a déclaré que si de mesures fortes ne sont pas prises en vue de rationaliser ses dépenses et optimiser ses revenus, le cap de 2023 est annoncé comme date possible de la fin de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO). Face à l'insuffisance des textes, les médecins libéraux ont subitement exprimé leur inquiétude sur l'avenir des deux structures.



Le Conseil d'administration estime que la CANAM n'aurait pas le contrôle sur ses recettes et dépenses, elle pourrait ne jamais être viable, a indiqué, mardi 15 septembre, Mahamane Baby.

C'est au regard de toutes ces inquiétudes exprimées par les différentes parties prenantes que la nouvelle Direction de la CANAM, installé depuis le 8 août 2019, a pris le taureau par les cornes afin de rechercher l'équilibre financier du régime de l'AMO, a-t-il estimé. Le cap de 2023 a été annoncé comme date possible de la fin de l'AMO si des mesures fortes ne sont pas prises en vue de rationaliser ses dépenses et optimiser ses revenus, a-t-il indiqué avec regret.

Pour faire face à cette situation, les experts de la Conférence Interafricaine de Prévoyance Sociale (CIPRES), le gendarme de la prévoyance sociale en Afrique, et le conseil d'administration de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) ont exprimé leur inquiétude sur l'avenir de la CANAM et de l'AMO.

Selon le DG, les mesures primaires consis-

taient à minimiser les dépenses au sein de la CANAM par la suppression des primes octroyées à des agents en mission à l'intérieur de Bamako, celles des membres de la commission pour des barges de travail quotidien. « Notre association est venue par rapport à la réglementation. Nous avons juste demandé à la CANAM d'appliquer la loi, précisément le décret N°9106 datant du 15 mars 1991 », a réclamé, le pharmacien biologiste, Dr Brahima Sangaré.

En plus, les analyses biomédicales vont être exercées dans le domaine du privé par un pharmacien ou un médecin biologiste, a-t-il rappelé, avant de déclarer que les cliniques ne sont pas habilitées à faire des analyses. « Pour ce travail, il faut être pharmacien ou médecin biologiste. Il faut que les maliens accèdent au meilleur soin de qualité par des compétences bien définies. Nous avons décidé de mettre en place une réunion de travail pour que nous puissions avoir ensemble un terrain d'entente », a-t-il précisé.

« Nous avons martelé dans la salle que ce n'est pas le lieu pour nous, les représentants

de l'association des médecins du Mali, de nous réunir. C'est le lieu de discuter de la clause qui nous lie à la CANAM. En tant que partenaires, nous avons tous intérêt à ce que nous nous mettions d'accord sur des principes pour qu'ensemble nous puissions prendre en charge nos clients », a poursuivi le promoteur de Biolab 3 à Missabougou.

Par la même occasion, le président de l'Association des Médecins Libéraux du Mali (AMLM), Dr Boureima Traoré, a demandé à la direction de la CANAM d'annuler carrément la décision prise unilatéralement, l'arrêt de l'acte de remboursement des cliniques et la mise en place d'une commission de travail, pour que l'ensemble des parties prenantes puisse gérer cette crise de façon collégiale.

Par ailleurs, le DG de la CANAM a souligné que les mesures prises ont permis de déceler les acquis en matière d'administration de la santé et ont commencé à porter fruit. Les cabinets médicaux et cliniques sont-ils autorisés à faire un travail de laboratoire ? A suivre...

■ Ibrahim Sanogo

Rôle et place de la diaspora au Mali : Les Maliens à l'extérieur, au cœur des préoccupations à l'intérieur

Feu Ganda Fadiga, cette bibliothèque de la culture et de l'histoire soninké, aimait susciter la soif de l'aventure chez les Doninkés, Toungarankow (émigrés) depuis tous les temps. Dans ses innombrables envolées lyriques, sortes d'épopées de son terroir, qui s'étend sur un vaste territoire situé dans les trois pays Mali-Sénégal-Mauritanie, cette virtuose de la guitare, ce véritable maître de la parole assurait indéniablement à la fois une mission de rampe de lancement des Soninkés vers l'émigration, et de corde de rappel de tous vers la terre de leurs ancêtres.

Ce qui fait dire aux acteurs associations et politiques des Maliens à l'extérieur cette formule désormais célèbre : tout émigré vit avec sa valise dans la tête !

Plusieurs années de migrations, le mode de vie dans les pays d'accueil, la sociologie de l'émigration, la révolution technologique ont considérablement changé les relations du Toungaranké au monde qui l'entoure. Sa pleine conscience de son rôle dans la création de meilleures conditions de vie au Mali est avérée. En France, malgré des difficultés multiples, beaucoup s'engagent dans les associations, syndicats, partis politiques. Des coalitions de lutte ont permis de participer à bien des événements majeurs en parfaite synergie avec les Maliens à l'intérieur.

Lorsque le Mali fut menacé dans son intégrité territoriale avant la révolution de mars 1991, les Maliens à l'extérieur ont tiré la sonnette d'alarme et agi pour le changement. Depuis l'avènement de la 3ème République, ils n'ont jamais cessé d'être présents sur tous les fronts. La grave crise de 2012-2013, qui a failli emporter le pays, a vu les Maliens à l'extérieur debout sur les remparts aux côtés de leurs compatriotes de l'intérieur.

Autre phénomène notable, certains ont entamé le retour vers le pays natal sous diverses formes, avec des projets multiformes. La récente vague a concerné la scène politique. En

effet, beaucoup de candidats aux dernières élections pluralistes du Mali étaient des Maliens à l'extérieur.

Ainsi le coup d'Etat du 18 août 2020, diversement apprécié par les Maliens à l'extérieur, constitue aujourd'hui la nouvelle donne pour l'avenir du Mali, notamment à travers la transition en gestation. A la différence de la conférence nationale de 1991, les journées de Concertation nationale des 10-11-12 septembre 2020 ne suscitent pas autant d'engouement et d'espoir auprès des Maliens à l'extérieur. Ces derniers ne disposent pas d'informations officielles en provenance du pays,

et se considèrent de ce fait ignorés par les Autorités actuelles.

Ils ressentent ainsi une double exclusion du processus de mise en branle de la transition. D'une part ils n'ont pas bénéficié d'espace d'échanges et de propositions semblables à celui mis en place lors du Dialogue National Inclusif DNI, à l'instar des autres régions du Mali. D'autre part, jaloux de leurs contributions diverses à la vie du Mali, les Maliens à l'extérieur trouvent injustifiés leur mise à l'écart des grandes décisions de la Nation. Le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur (HCME), organisation faitière sensée leur permettre de se faire entendre et de faciliter leur participation efficace à la gestion des affaires de ce pays, est en crise permanente depuis sa création en 1992. Il n'arrive donc pas à mobiliser les Maliens à l'extérieur autour des grands enjeux nationaux. Pire, on assiste à une démultiplication de structures concurrentes pour la simple raison des divisions au sein du HCME et du manque de perspectives partagées par beaucoup de Maliens à l'extérieur. Or, pour mener des actions d'envergure et porter des



projets ambitieux, il faut se rassembler pour mettre les efforts en synergie. Triste illustration, lors des journées de la concertation nationale de septembre 2020. On assiste à une concurrence des projets et des propositions entre deux organisations au nom de Maliens à l'étranger.

Ces faiblesses et ces difficultés ne mettent pas en cause la bataille menée par le HCME pour inscrire les Maliens à l'étranger dans la liste des organisations membres du Conseil national de transition CNT. Belle réussite. A suivre.

Plusieurs autres voies et moyens de plaider ont permis aux Maliens à l'étranger d'impacter les décisions déterminantes pour une transition réussie. Ainsi la Confédération générale des Maliens de l'Étranger COGEMEX dont le siège se trouve aussi à Bamako a pu se faire entendre et proposer des idées aux organisateurs de la Concertation nationale. Ce qui a permis à cette autre plateforme, regroupant des Maliens vivant dans plus de 40 pays, de participer aux débats, mieux de faire des propositions pertinentes relatives, entre autres, à la nomination des Maliens à l'étranger dans toutes les instances et organes en charge de la gestion de la transition. La COGEMEX met en avant l'expertise avérée de beaucoup de cadres et intellectuels maliens à l'étranger, un capital qui fait cruellement défaut au Mali. Il est impératif que le HCME et la COGEMEX travaillent en synergie pour l'application des acquis inscrits dans la Charte de la transition.

Depuis les veillées de feu Ganda Fadiga en faveur du voyage vers la fortune pour revenir bâtir le pays de leurs ancêtres, que de mutations et de péripéties au sein de la société ! L'émigré actuel n'est pas exclusivement soninké. Il est moins marqué par une seule culture ethnique, il est riche de la diversité et fortement citoyen. Son rêve du Mali uni et démocratique, juste et égalitaire a toutes les chances de s'imposer un jour. Car les Maliens à l'étranger se retrouvent au cœur des préoccupations de l'intérieur. C'est une force !

Maamudu Sise
Paris, le 12 août 2020

Ressources humaines pour les centres de santé de Tombouctou : Budget déficitaire



Le protocole administratif prévoit un minimum de 200 agents de santé dans un centre de référence. L'effectif à l'Hôpital de Tombouctou est loin d'atteindre ce nombre. Cette situation est due au refus de certains agents, qui ne sont pas de la région, de regagner leurs postes pour motif d'insécurité. Pour compenser la pénurie, l'Hôpital emploie des contractuels, selon une source, payés sur son maigre budget.

De nombreux agents de l'administration publique malienne ont fui les régions du Nord et du Centre en raison de l'instabilité sécuritaire. Le retour des services de qualité reste un défi dans la stabilité à moyen et long terme du pays. « L'Hôpital fait des efforts pour répondre aux besoins de santé de la population. Nous sommes obligés de fonctionner avec des contractuels pour combler le déficit de personnel. Cela coûte plus de 7 millions de francs CFA au budget très déficitaire de l'Hôpital. Nous avons écrit aux autorités plusieurs fois sans suite », regrette Youssouf Kassambara,

médecin généraliste à l'Hôpital de Tombouctou.

Le casse-tête de l'évacuation

L'évacuation d'un malade vers Mopti ou Bamako est un casse-tête pour les responsables de l'Hôpital et les proches de malades. L'opération implique la mobilisation d'une somme considérable. Aussi, le mauvais état du véhicule médicalisé, sans dispositif médical interne, tombant constamment en panne sur le trajet contribue-t-il à la dégradation de la santé des patients à évacuer. La charge devient plus chère et souvent insupportable. Pourtant, les centres de santé publics sont fréquentés par les couches sociales modestes, notamment des personnes venant des zones rurales n'ayant pas de parents à Tombouctou ou à Mopti.

« Nous sommes venus à l'Hôpital régional de Tombouctou pour y soigner mon grand frère. Nous payons tous les jours des ordonnances

farineuses sans que ne s'améliore son état de santé. Les médecins ont ordonné de l'évacuer sur Mopti. Toutes nos économies sont épuisées », m'a confié un proche d'un malade admis à l'hôpital.

Service social à l'arrêt

Le service social, qui facilitait la mise en place d'un fonds d'urgence sociale, n'est plus opérationnel. Les ONG participant au financement de ses activités ont plié bagage. « Cela fait plus de trois ans que le service social est à l'arrêt faute de budget conséquent. La solidarité est consubstantielle à la médecine. C'est pourquoi on fait des efforts pour prendre en charge les patients qui manquent de moyens », explique Dr Kassambara, peiné par cette situation devenue son quotidien.

Il est urgent d'atténuer la souffrance des populations de la sixième région administrative du Mali, déjà fragilisée par l'enclavement et l'insuffisance de centres de santé adéquats. L'État et les collectivités territoriales doivent élaborer des politiques publiques permettant l'équipement et le recrutement d'un personnel sanitaire pour l'Hôpital de Tombouctou et l'ensemble des hôpitaux régionaux à travers le pays pour répondre efficacement aux besoins sanitaires des Maliens.

Arrêt des examens de laboratoire dans les cliniques et cabinets de consultation et de soins L'Ordre des médecins estime que la CANAM est dans son droit d'appliquer les textes

Le Directeur Général de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM), Mahamane Baby, a rencontré ce jeudi 10 septembre 2020 dans la salle de conférence de son Organisme

L'Ordre des médecins du Mali avec à sa tête le premier vice-président, le Docteur Alkadri Diarra.

Il s'agissait pour le premier responsable de la CANAM d'échanger avec l'ordre sur la menace à peine voilée de l'Association des Médecins Libéraux du Mali (AMLM) qui envisage d'observer « une grève de 15 jours sur toute l'étendue du territoire national » au motif de l'arrêt, par la CANAM, du remboursement des actes de laboratoires dans les cabinets médicaux, les cliniques d'accouchements, les cabinets de soins infirmiers et obstétricaux, non habilités par la réglementation en vigueur.

L'Association des Médecins Libéraux du Mali (AMLM) compte également ester la CANAM devant les cours et tribunaux du pays.

En effet, conformément aux textes en vigueur (lois et décrets), il est formellement interdit à ces structures ci-dessus énumérées de recevoir des assurés AMO afin d'y effectuer des examens de laboratoire.

« La CANAM est en droit d'exiger l'application des textes qui régissent la profession. A l'ordre, nous sommes soucieux de l'application des textes. C'est notre raison d'être », a déclaré le Docteur Diarra, accompagné du point focal AMO le docteur Amadou Bagayoko et le docteur Alou Macalou, le secrétaire administratif de l'ordre des médecins.

Selon le premier vice-président de l'ordre, les textes en l'état actuel doivent être relus, d'autant que certains d'entre eux entretiennent « le flou ».

Le Docteur Alkadri Diarra a cependant demandé à la CANAM de surseoir à l'application de la mesure en attendant la tenue de concertation entre toutes les parties prenantes, notamment la Tutelle, l'Association des Médecins Libéraux du Mali (AMLM), l'inspection de la santé...

Pour sa part, le Directeur Général de la CANAM a déploré que les médecins libéraux transposent le débat en des attaques personnelles visant sa personne.

« Je trouve inadmissible qu'ils me qualifient de tueur et d'assassin. Ces propos sont irresponsables. Je ne saurais les tolérer. Pour une fois que l'on veut appliquer les textes, l'on crie partout. Où va le Mali ? », a dit M. Baby.

Pour lui, la CANAM veut appliquer simplement les textes. « Jusqu'à preuve de contraire, personne n'a pu me dire que la CANAM viole les textes, personne. Le président de l'Association des Médecins Libéraux du Mali (AMLM) a lui-même reconnu dans cette même salle que la CANAM n'a enfreint aucun texte », précise le Directeur Général de la CANAM.

« J'ai eu beaucoup de plaisir à vous écouter, Docteur Alkadri. Vos propos sont apaisants », a dit M. Baby, non sans accéder à une des requêtes de l'ordre demandant à la CANAM de prendre attache avec toutes les parties prenantes à la question afin d'y trouver une solution définitive à la question.

« Nous allons rencontrer tout le monde. Nous n'avons pas le choix. Nous sommes dans un mariage de raison. Nous sommes condamnés à travailler ensemble », a conclu le Directeur Général de la CANAM.

SERCOM/CANAM



Castration, meilleur remède contre les pervers sexuels : Le Mali peut-elle s'en inspirer ?



Le sujet que nous abordons ici peut-être encore un tabou chez nous au Mali. Il s'agit de la castration comme moyen de lutter contre les pervers sexuels. En effet, l'Etat de Kaduna, au Nigéria, vient de décider que les personnes reconnues coupables de viols soient désormais soumises à la stérilisation forcée, la castration s'entend ! Un amendement en ce sens vient en effet d'être adopté par les législateurs, sous l'impulsion du gouverneur local. Ce dernier espère ainsi apporter une réponse au mouvement de contestation qui a marqué la sortie du confinement au Nigeria. La loi prévoit ainsi de castrer toute personne coupable de viol, quel que soit son genre ou l'âge de la victime. Cette nouvelle loi prévoit également la peine capitale dans les affaires de pédophilie. Elle intervient après des manifestations suite à une série de viols de femmes et de très jeunes enfants. Depuis 2015, une quarantaine de personnes seulement ont été condamnées pour viol au Nigeria, alors que le pays compte

200 millions d'habitants. Il est très rare que les victimes portent plainte et, quand cela arrive, il faut encore que les agresseurs présumés soient arrêtés et jugés coupables. La castration chimique, appelée également traitement inhibiteur de la libido, est une technique qui permet de diminuer l'appétit sexuel par un traitement hormonal, sous forme de comprimé ou d'injections. Cette technique peut être utilisée dans le cadre d'un suivi psychiatrique et effectuée sur des patients à leur demande. Dans certains pays, cette technique est utilisée afin de réduire la récurrence des violeurs et des délinquants sexuels. Cette technique est utilisée aux Etats Unis, notamment en Californie, comme sanction pour punir les délinquants sexuels. Cet Etat est soumis à une loi instaurée en 1996 et suppose que lorsque le juge rend un verdict de culpabilité pour un récidiviste sexuel, la castration chimique devient une obligation et le coupable devra y être soumis. Par ailleurs, cette technique est également pratiquée dans certains

pays d'Europe afin de lutter contre les crimes sexuels, tels que le viol, notamment en Allemagne, Danemark, Belgique ainsi qu'en Pologne.

En France, le débat est toujours d'actualité quant à l'utilisation de cette technique dans la sanction des délinquants sexuels. Ce sujet est devenu plus épineux après le viol et l'assassinat de la jeune Angélique, âgée de 13 ans, le 25 avril 2018. D'ailleurs Laurent Wauquiez, président des Républicains, a relancé le débat, en déclarant dans une interview au journal 20 minutes, qu'il fallait rendre la castration chimique obligatoire pour les violeurs, et a annoncé vouloir « déposer une proposition de loi » pour l'imposer.

Il a énoncé que 62.000 femmes sont violées en France chaque année, et un violeur sur vingt enregistre une récurrence, en ajoutant qu'il serait urgent de prendre les mesures nécessaires. En France, elle peut être prescrite par un Psychiatre à un patient qui a peur de ses pulsions sexuelles, comme complément d'une thérapie, à condition que ce dernier soit consentant. Cependant, il serait important de souligner que l'expression « castration chimique » demeure choquante.

Le Premier ministre pakistanais Imran Khan souhaite lui-aussi que les violeurs condamnés soient exécutés publiquement ou castrés chimiquement, réagissant à une question sur le viol d'une femme qui a provoqué un tollé dans la nation sud-asiatique. En effet, une mère de deux enfants conduisant sur une autoroute principale avait été traînée hors de sa voiture et violée par deux hommes sous la menace d'une arme.

Le Premier ministre Pakistanais a cependant encore du chemin à faire, son cabinet ayant laissé entendre qu'une telle punition pourrait ne pas être acceptée au niveau international. Ses propositions sont intervenues alors que les responsables pakistanais annonçaient que l'un des deux principaux suspects dans l'affaire de viol sur l'autoroute avait été arrêté et avait admis le crime. Les responsables ont déclaré qu'ils avaient également une correspondance ADN positive. En d'autres termes, un violeur professionnel.

Vu que nous avons nous aussi nos pervers sexuels, les autorités maliennes peuvent être tentées par l'adoption d'une telle loi au Mali !

■ Yama DIALLO

Illusion et fantasme des militaires du CNSP : Assimi Goita n'est pas Jerry Rawling, encore moins Thomas Sankara

Il n'y a plus de doute, nos braves soldats du « Fort de Kati » nourrissent désormais l'ambition de s'agripper au pouvoir ! Et ils sont adoués en cela, non pas par les aventuriers et autres opportunistes du MP4 ou encore par ces femmes qui ont pris goût de s'assurer une certaine santé financière sur le dos de leurs paires femmes de militaires, mais par eux-mêmes (tous ces agitateurs sont sous la coupe réglée du CNSP), désormais en butte à un conflit entre la raison et leur fantasme d'incarner l'histoire... La façon de parler du porte-parole de la junte, le mercredi dernier, après un bref séjour au Ghana, en fait foi !

Justement, en dépit du fait d'être poussés par une horde d'opportunistes de faire comme un Thomas Sankara, l'audience à eux accordée par l'ancien président du Ghana, Jerry John Rawlings, semble les conforter dans leur dessein de vouloir défier, et la CEDEAO, par ricochet la communauté internationale, et le peuple malien dans sa majorité écrasante. Rawlings, nous a-t-on rapporté, les aurait exhortés à utiliser la période de transition pour faire preuve d'un leadership exceptionnel pour le pays et l'ouvrir dans une ère prospère.

Il les aurait aussi exhortés à mobiliser leur peuple pour qu'ils s'engagent dans une activité productive grâce à une vision positive pour stimuler le développement du pays. « Le niveau de corruption devenu partie intégrante de la démocratie multipartite a créé un climat général de stress et de tension qui pourrait déstabiliser certaines régions de notre région. Il est malheureux que le monde soit forcé dans la démocratie multipartite avec corruption et violence plutôt que d'autres formes de pratiques démocratiques sans corruption minimale. Malheureusement, l'Occident semble privilégier les tendances politiques corruptibles afin de continuer à dominer notre sécurité et notre économie, » aurait-il déclaré en substance à l'endroit Assimi Goita et les siens.

Toute la question est : ont-ils le cran nécessaire pour prétendre diriger le Mali ? Le doute est permis, car cela fait un mois qu'ils n'arri-



vent toujours pas à dégager la voie pour que le Mali puisse enfin reprendre son souffle, après plus de trois mois de stagnation. Le doute est également permis, car contrairement à Thomas Sankara et Jerry John Rawling, Assimi Goita, malgré les faits d'armes qu'on lui prête, n'a pas un sang chaud, en plus d'être timide à en mourir ! Rien qu'à voir ses images lors du mini-sommet du Ghana, on se rend très vite compte qu'il souffre aussi d'un certain complexe devant les chefs d'Etat de la CEDEAO !

Aussi, Thomas Sankara et Rawling, c'était à une autre époque de l'histoire où les notions de démocratie, de droits de l'Homme et de liberté ne jouissaient de la plénitude de leurs sens. En somme, tout était permis ! Or aujourd'hui, il est plutôt question de laisser les peuples s'occuper de leur destin, et les organisations comme la CEDEAO, en dépit des dérives et autres manquements, sinon ces petits arrangements qui s'y déroulent, sont là pour

garantir ce droit aux peuples de prendre leur destin en main. Et le fait de vouloir se servir de ces dérives comme arguments pour transgresser les règles établies pour que le destin des peuples s'accomplisse n'est pas une meilleure approche d'aller vers une CEDEAO des peuples. Il y a meilleure manière de faire que la défiance !

Et contrairement aux propos hasardeux de pseudo-nationalistes, genre le Mali peut vivre sans la CEDEAO (peut-être bien, si nous étions dans une situation normale), notre pays, ne nous leurrions pas, ne peut résister à un embargo total de la CEDEAO. Autrement dit, ce serait l'asphyxie ! Il est donc encore temps que nos illuminés du « Fort de Kati » se ressaisissent avant qu'il ne soit trop tard... Et pour cause : nul peut résister à la colère d'un peuple déchainé, et ce n'est IBK, « Boua » pour certains, qui dira le contraire !

■ Yama DIALLO

Transition politique au Mali : Entre balbutiements et exigences



Le MALI connaît depuis le 18 Août 2020 une transition politique à la suite du coup d'état fût-il déguisé en démission du Président Ibrahim Boubacar KÉÏTA. Les nouveaux maîtres sont le Colonel Assimi GOÏTA et ses frères d'armes. Le siège de ce nouveau pouvoir militaire se trouve à Kati comme ce fut le cas en 2012 avec le Capitaine Amadou Haya SANOGO.

Ce coup d'état a été applaudi par une grande partie de la population malienne qui se retrouvait dans le combat mené par le mouvement M5-RFP de l'Imam Mahmoud DICKO.

La liesse populaire pour le nouveau Mali a été frappée de plein fouet par les mesures prises par la CEDEAO qui, après avoir pris acte de la

démission d'IBK, exigeait entre autres, une transition de courte durée et dirigée par un civil, la libération des anciens dignitaires du régime défunt.

Dans cette atmosphère peu enviable et économiquement lourde pour les Maliens, les militaires ont, dans un élan d'ouverture, rencontré les partis politiques, les organisations de la société civile, les autorités traditionnelles et coutumières dans un ballet de rencontres pour ensuite prendre l'initiative de concertations nationales. Lesdites concertations des 10, 11 et 12 septembre ont été couronnées par l'élaboration et l'adoption d'une charte de la transition dont le parfum juridique est nauséabond et imbuvable.

Que dit cette charte ?

Son contenu est-il partagé ?

Les concertations ont permis aux Maliens et Maliennes de discuter de la démarche à suivre, de la durée de la transition et des critères de choix pour les membres des organes de transition. Mais, en réalité derrière cette concertation se cachait l'idée d'un contrat d'adhésion à certains points qui tenaient à cœur.

Les Maliens divergent quant au choix (civil ou militaire) du président de la transition. La CEDEAO exige une présidence et une primature dirigées par des civils. Les militaires semblent être pris par leur propre volonté d'ouverture. Il est sans conteste que les militaires veulent garder la présidence à s'en tenir à la charte. Aujourd'hui, les exigences de la CEDEAO soutenues par quelques voix discordantes de la population mettent les militaires mal à l'aise dans la réalisation de leur volonté pour laquelle les errements ont pris le dessus.

Pourront-ils avoir la présidence face à l'intransigeance de la CEDEAO ?

La présence du Colonel GOÏTA au sommet de la CEDEAO à Accra semble être justifiée par l'exposé des arguments qui militeraient pour une transition dirigée par un militaire. Parviendra-t-il ?

S'il faut s'en tenir à la jurisprudence des heures fastes de la CEDEAO, il devra obtenir un équilibre ou tout au moins un partage des postes essentiels dans les organes de la transition. Les militaires ont erré trop longtemps et le temps des pressions internationales s'est installé avec ses exigences.

La panthère a-t-elle pris un gibier trop gros ou a-t-il tardé à l'étouffer ?

Les panthères se sont préoccupées de proposer des solutions consensuelles pour des velléités plurielles et changeantes. J'ai observé que les militaires pensaient et imaginaient une transition beaucoup plus longue que dix-huit (18) mois.

La rencontre des Chefs d'Etat de la CEDEAO du 15 Septembre 2020 à laquelle la junte a été invitée était plus un cadre de coercition que d'échanges et les propositions de la junte n'ont pas été épousées par la CEDEAO qui est restée campée sur sa position.

Les lignes bougeront-elles pour le bien-être des Maliens ?

**Maître Oumar Niaré Avocat
au Barreau du Mali**



Ligne rouge : Le caleçon des États, quelle souillure !!!

En dépit de vivre dans des espaces géographiques différents et sous des lois propres à chacun d'eux, les peuples ont développé des relations d'amitié et de solidarité. C'est au nom de ces valeurs que les peuples africains se sont portés au secours de la Case France par deux fois détruite et incendiée dans des conflits entre Européens.

Qu'en est-il des relations entre États, ces organisations sociales, économiques et politiques qui, à travers les institutions, régulent la vie des peuples. Au-delà des vicieux crocs-en-jambe, des coups sournois dans le dos ou en bas de la ceinture... entre amis et alliés, les États affichent superbement des façades de loyauté et de respectabilité. Il en va de même pour les groupes hétéroclites liés par des liens friables. Ils font penser à la coalition contre les troupes hitlériennes. Avant la chute de l'Axe les manigances des Alliés avaient commencé : qui sera le maître !? Mais lorsque les États se penchent de manière révéren-

cieuse les uns vers les autres en signe de respect et d'estime, ils laissent entrevoir sous leur jupe-culotte des pans entiers de leur caleçon qui sont superbement souillés. De la Conférence de Berlin aux Accords d'Alger, c'est la même logique, celle de la chronique d'un pillage concerté du Mali. L'Histoire bégaie et se répète : la Conférence de Berlin (1884-1885) vit le partage de l'Afrique et consacre le pillage systématique de ses ressources. Le banquet a été préparé par la réactivation, par les Américains en 1823, de la « Doctrine de Monroe » qui dispose, d'une part, le Vieux Continent aux Européens et d'autre part le Nouveau Monde (de l'Alaska à la Terre de Feu, incluant l'Amérique du Sud) aux Américains. Cette doctrine prône par ailleurs la neutralité américaine dans les affaires européennes en contrepartie du refus de toute intervention européenne sur le continent américain. Cette fumeuse Doctrine de Monroe fut complétée et mise à jour plus tard par le Corollaire de Roo-

sevelt (1904) affirmant que les États sont égoïstes et cherchent principalement à défendre leurs intérêts, usant au besoin de la force... Le Général De Gaulle a précisé par la suite cet adage voulant que les États n'aient pas d'amis, mais que des intérêts. Ce faisant, les Européens, les Américains et les géants asiatiques n'ont aucun état d'âme à se mettre d'accord pour piller les immenses ressources qui se trouvent en Afrique. Ces dernières années, au nom de la mondialisation, des velléités d'hégémonie des 5 Membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et de certaines puissances émergentes, nous assistons à un retour dans la jungle. Aucune place pour le Droit, la Morale et l'Éthique, une seule règle est de mise : haro sur les ressources stratégiques nouvellement découvertes ou celles dont l'exploitation est au fil du temps devenue rentable. Le Mali n'échappe point à ce marquage de territoire par les États des anciennes colonies et de leurs comparses. Sa déstabilisation est une affaire européenne, spécifiquement française qui, par conséquent, requiert la neutralité américaine selon les codes convenus. Cet abominable crime s'illustre par certaines particularités : il est prémédité, confessé bien avant que l'acte soit commis par

les maîtres d'ouvrage. Il restait à recruter des maîtres d'œuvre au sein de leur 5ème colonne interne. La voie est ainsi balisée pour toutes les forfaitures. La table étant mise, le banquet pouvait commencer, au menu le démantèlement du dispositif de défense, la destruction du tissu social, la liquidation du patrimoine national, la promotion et l'imposition d'hommes faibles et malléables, la déstructuration des institutions. Le Mali illustre à souhait ce triste paysage où l'on a assisté en 2012, dans le cadre d'un régime présidentiel, consacré par la Constitution de 1992, à l'introduction par la France et de la Cédéao son fan club, d'un Cheval de Troie sous forme de cocktail explosif composé de trois substances hautement inflammables : 1/ Un Capitaine-Général en embuscade dans la capitale avec les forces armées et les nouvelles livraisons d'armes post embargo. 2/ Un Président honoraire au demeurant intérimaire qui fut sauvagement agressé au Palais présidentiel par une foule formatée. 3/ Un Premier ministre dit de «pleins pouvoirs» du type parlementaire à la britannique. Ce dispositif a été préalablement expérimenté et rodé dans les laboratoires de Marcousis avec le tandem Laurent Gbabo et Charles Konan Banny. C'est sur cette poudrière que nous avons plébiscité un homme en qui nous percevions le sauveur de notre patrie. Pour ce faire, les casernes et les mosquées, en somme les structures les moins désorga-

nisées, furent transformées en QG de campagne. Après avoir ouvert ces boîtes de Pandore, impossible par la suite de faire rentrer les diables dans la jarre. Peut-on alors s'étonner que les religieux et les soldats se retrouvent aux côtés des autres forces vives pour colmater les brèches car les dégâts étaient considérables. Ils portaient sur la création dans la bande saharienne d'une enclave, sanctuaire des brigands, des djihadistes et des narcotrafiquants. Contre la promesse d'un Etat fictif, l'on y a instrumentalisé la rivalité entre Noirs et Blancs. Dans la bande sahélienne, après le coup d'Etat le plus stupide du siècle, l'on poussa les agriculteurs dogons et les éleveurs peuls à s'entretuer, mettant en péril notre sécurité alimentaire. La bande soudanienne est depuis 7 ans le théâtre du festival des filous, malfrats et bandits de grand chemin qui s'accaparent en toute impunité des terres des paysans, des biens de l'Etat et qui briment les libertés individuelles et collectives. De scandale à catastrophe, nous perdons notre latin-grec tout comme notre ancien chef d'Etat qui n'a cessé de répéter comme un disque rayé «je ne suis pas au courant». Nous aurions dû croire en lui. Le réveil fut brutal et tragique lorsque nous réalisâmes que par l'effet combiné de l'alcool, des barbituriques et des cocktails de médicaments, nous étions en fait dirigés par un zombie. Le Mali est un navire qui tangué mais ne sombre point. C'est

ainsi que l'Espérance est demeurée dans la boîte de Pandore. Elle a permis aux acteurs du renouveau de taire leurs éventuelles divergences pour faire cause commune. Cependant, au regard du spectacle qu'ils nous présentent ces temps-ci, nous demeurons très dubitatifs. Comment les différents acteurs (M5, CNSP, et consorts), ceux-là que nous avons adoués peuvent tirailler, mieux, écarteler à ce point ce pays ? Ils se perdent tous dans leurs calculs mesquins, leur soif de pouvoir et leur égoïsme. Tous prétendent aimer ce pays et ne vouloir que son bonheur. Soumettons-les un tantinet au jugement du Roi Salomon pour faire la part des choses : «Dispute entre deux femmes, chacune d'elle prétendant être la mère du même enfant. Le Roi Salomon demanda une épée afin de le découper en deux pour satisfaire chacune d'elle. L'une d'elle accepta sans broncher ce jugement tandis que l'autre renonça à ses exigences pour éviter la mort de l'enfant. Alors, Mansa Solomane ordonna de remettre l'enfant à sa vraie mère : celle qui était prête à renoncer à lui afin qu'il vive». SALOMON, C'EST LE PEUPLE MALIEN, LE BÉBÉ C'EST LE FASSO MALIBA POUR LES BRAVES DAMES, SUIVEZ MON REGARD.

Sory Ibrahim Diabaté
Ancien fonctionnaire international
Consultant en Environnement et Développement durable



Gestion de la transition : Le CNSP veut mordicus assurer la présidence

Les membres du Comité National pour le Salut du Peuple sont-ils dans une position ambiguë dans la gestion de la transition de notre pays ? Au regard du déroulement des événements, c'est la question que l'on peut se poser. A ce jour, aucune option n'est à écarter.

Laisser la situation s'enliser ne profite à personne. Cela fait un mois, jour pour jour que le Mali n'a ni président, ni gouvernement. Depuis le départ prématuré d'IBK, les Maliens peinent à s'accorder sur les organes de la transition. Après les concertations nationales, les maliens demeurent toujours divisés sur la question essentielle. Selon les membres du Comité National pour le Salut du Peuple, une écrasante majorité de l'opinion nationale est favorable à une transition dirigée par les militaires compte tenu de la crise de confiance qui s'est installée entre les politiques et la population. Fort de ce constat, les militaires sont-ils dans la dynamique de lâcher prise ?

A en croire le Colonel Wagué, le collègue qui est en train d'être mis en place désignera le futur Président de la transition. Que les militaires s'assument, s'ils veulent conduire cette transition. Mais les conséquences seront très lourdes pour un pays déjà meurtri. Les Chefs

d'Etat de la CEDEAO ont déjà affiché leur position et sont intraitables sur la question. Le Mali est un pays continental n'ayant pas de débouché sur la mer ne pourra pas résister face aux sanctions de la CEDEAO. Pire, le reste de la communauté internationale lui emboîtera le pas. Ce qui sous-entend que le peuple malien sera essoufflé dans ces conditions. Donc la raison doit prévaloir sur la passion. Si le Comité National pour le Salut du Peuple maintient le flou sur sa position, il alimenterait le soupçon de peser sur sa motivation. Déjà le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5- RFP) avait donné le ton au cours d'un point de presse. Les responsables du mouvement n'ont pas manqué de dire que les conclusions lues à la fin des travaux de la concertation nationale sur la transition sont en déphasage avec l'aspiration réelle du peuple malien. Ce mouvement de contestation à l'origine du départ d'IBK n'attend pas abdiquer. Mieux, ces leaders enfon-

cent le clou en indexant le Comité National pour le Salut du Peuple de vouloir confisquer le pouvoir.

En faisant une analyse objective de la situation, le Comité National pour le Salut du Peuple se trouve entre deux feux. D'un côté, ils font face à la pression de la CEDEAO qui pèse sur la tête des maliens comme une épée de Damoclès. Depuis le Coup d'Etat ou la démission selon les sensibilités qui a mis fin au régime d'IBK, les Chefs d'Etat de la CEDEAO ne se sont pas fait prier pour appliquer les textes de l'organisation sous-régionale. Malgré la colère de certains maliens qui estiment que le Mali est un Etat souverain, force est d'admettre qu'un pays seul ne peut rien sans l'accompagnement de la communauté internationale. Depuis l'instauration de l'embargo, toutes les activités sont au point mort. En dépit de ces facteurs énoncés, les responsables du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques suivent l'évolution de la situation comme la prunelle de leurs yeux. Entre deux maux, il faut quand même choisir un.

Les membres du Comité National pour le Salut du Peuple doivent désormais voir dans la bonne direction pour permettre au Mali de quitter cette impasse institutionnelle, afin d'entamer une nouvelle page de son histoire. Quoi qu'il en soit, ayons le réflexe de sauver le Mali.

■ Ibrahim Sanogo



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Hygiène publique à Bamako : Le Stade omnisports Modibo Keita sous les ordures !

Depuis quelques jours, l'entrée secondaire de l'emblématique entité sportive face au dépotoir est envahie d'immondice. La voie reliant le petit marché de Médina-Coura au Musée National est désormais bloquée, avec un paysage pathétique. La fin de mission du ministre Housseyni Amion Guido semble avoir ouvert la voix aux dangers de la salubrité urbaine.

Désormais, le tir est parti car les ordures stockées face à l'école primaire de Médina-Coura ont fini par déborder. Une partie de la voie est occupée et la circulation s'effectuait presque sur l'autre moitié. Précisément là où se trouvent les guichets et entrées secondaires réservées au public. Parfois, il faut donc se frayer un chemin devant les escaliers du stade Modibo Kéita.

Embarras national quand on sait qu'il s'agit du 1er stade de l'histoire du Mali.

Cette situation prouve bien que la question de salubrité publique est loin d'être réglée. L'heure est donc au regret de Housseyni Amion Guindo. Le ministre sortant de la salubrité

avait menacé de rompre le contrat avec la société marocaine Ozone pour assainir le District de Bamako.

En situant les responsabilités, le maire du District, Adama Sangaré, qui « trimbale » un bordereau de 20 milliards de FCFA est censé rendre compte. Il avait d'ailleurs été mis sous les verrous à cause de sa gestion opaque.

Hélas ! La ville de Bamako redevenue de plus en plus sale. La tutelle sortante avait trouvé l'astuce en sécurisant les dépotoirs. Des murs d'une hauteur importante ont pris forme et permettaient de contenir les ordures. Une initiative de celui qui est aux commandes de la CODEM.

Pourtant, la décharge située en face du Stade omnisports Modibo Kéita est située entre deux écoles: l'école fondamentale de Médina-Coura et l'école professionnelle Soumahoro Kanté. Une situation qui avait révolté les parents d'élèves qui n'ont pas manqué de boycotter le maire controversé des lieux, Abba Niaré. Bien avant, c'est son prédécesseur Youssouf Coulibaly qui a failli être lynché.

La situation du Stade Omnisports n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. En Commune IV la fameuse montagne du cimetière de Lafia-bougou a refait surface. Comme à Médina-Coura, une partie du mur a cédé et la hauteur des ordures inquiète au fil des jours. En cette saison pluvieuse, la voie est ouverte à la fragilité de la santé des riverains avec un lot de maladies et les conséquences y afférentes.

Or, selon les clauses du contrat sponsorisé à coups de milliards, Ozone devrait intervenir sur toute la filière de l'évacuation des déchets. Autrement dit, de la récupération dans les concessions familiales aux dépôts de transit jusqu'à la décharge finale, il doit être dans tout le circuit. Pourtant, il semble que la société marocaine soit perdue des radars car semble avoir pris un repos en cette période d'instabilité socio-sécuritaire.

Le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) est donc prévenu et se doit de se saisir du dossier. Il n'y a aucune traçabilité sur les fonds colossaux injectés dans ce qui devait faire de Bamako une ville propre. Espérons que cela soit pris en compte par le futur président de la transition ainsi que son gouvernement. En attendant que tout soit mis en place, il y a bien une victime dans l'histoire: l'ensemble des populations des environs des décharges concernées.

Par BAMOÏSA



Côte d'Ivoire : L'éléphant solitaire Ahmed, l'ami des enfants devenu agressif et alcoolique

Ces dernières semaines, des vidéos montrant un éléphant s'en prendre à des véhicules, bloquer une route ou encore servir de terrain de jeu à des enfants alors qu'il était assoupi, ont largement circulé en Côte d'Ivoire. Cet éléphant sauvage a été surnommé Ahmed par les habitants de la région de Guitri, au nord d'Abidjan. Depuis environ trois ans, le pachyderme solitaire sillonne les villages de la région à la recherche de nourriture, après qu'il a quitté son troupeau en 2014. Au début joueur et inoffensif, il serait devenu agressif au fil du temps.



Début septembre, une vidéo montrant un éléphant allongé au sol assoupi a largement circulé et amusé les réseaux sociaux. L'histoire relayée par les internautes raconte que l'animal s'est introduit dans un site de fabrication d'alcool artisanal dans la région de Divo et en a bu une grande quantité avant de s'endormir, ivre.

Contacté, le ministère des Eaux et forêts de Côte d'Ivoire estime que les faits se sont déroulés entre le 15 et 16 août dernier et que la vidéo est authentique. Les autorités n'étaient cependant pas en mesure de confirmer une ingestion d'alcool par l'animal. Idem pour la députée-maire de Guitri, Patricia Yao, qui indique cependant que l'animal a pour habitude de consommer l'alcool qu'il trouve ou que certains habitants lui donnent. Il aurait même, selon elle, été vu en train de boire de l'essence dans les réservoirs des véhicules qu'il ren-

verse.

"Ahmed" n'en est pas à son premier coup d'éclat. Il a été filmé à de nombreuses reprises par des habitants depuis le début de l'année, comme en attestent plusieurs vidéos le montrant en train de perturber la circulation, s'en prendre à des véhicules ou encore à un adolescent à vélo.

Un adolescent à vélo terrifié

La scène ci-dessus se déroule sur la route en terre rouge qui mène à l'unité de production d'huile de palme de l'entreprise Nada Kapital Group, et qui permet également de rejoindre la ville de Divo, 40 kilomètres plus au nord. Dans la vidéo, on entend celui qui filme enjoindre au jeune homme qui se trouve juste au pied du pachyderme de "laisser son vélo" et de s'éloigner de l'éléphant. "Ahmed, pardon,

faut le laisser. C'est un homme" s'écrie-t-il avant de demander au jeune garçon, visiblement traumatisé et apeuré de "ramper". L'éléphant prend alors la bicyclette à l'aide de sa trompe, le rejette tout près du jeune garçon avant de dégager la route quelques minutes après et de se diriger dans les buissons.

"Il n'agresse pas les gens mais dévaste les cultures"

Simon Didier, un employé de l'huilerie qui habite à Guitri depuis 2015, affirme le croiser quotidiennement quand il va à son travail. Cela fait trois ans que l'éléphant tourne autour de la ville. Il se serait échappé du grand parc national d'Azagny qui est environ à 65 km de Guitri. Il s'est ensuite peu à peu rapproché de la localité et finalement du centre-ville. Moi je le croise tous les jours en allant au boulot. Ses défenses ne sont pas encore bien déve-

loppées. On pense donc qu'il est jeune. Il n'agresse pas les gens. Mais il fait beaucoup de dégâts matériels. Il détruit les voitures, casse les engins, les vélos. Il entre dans les champs et dévaste les cultures. Dès fois, quand il voit une moto, il fait tomber le motocycliste et aspire le carburant de l'engin.

Il a aussi l'habitude de s'attaquer aux vélos. Parce que très souvent, les gens transportent des marchandises du retour des champs. Comme dans l'exemple que montre la vidéo, il pensait probablement encore une fois trouver des marchandises comme des régimes de banane ou des épis de maïs pour les manger.

"Certains villageois ont même essayé d'en finir avec des fusils artisanaux"

Les véhicules étaient les seuls engins qu'il n'osait pas attaquer. Quand il sentait venir une voiture, il rentrait dans la brousse. Mais depuis deux ou trois mois, il a commencé par être très agressif envers les voitures, les camions. On ne sait pas pourquoi. Peut-être qu'un véhicule l'a percuté.

Certains villageois ont même essayé d'en finir avec lui, avec des fusils artisanaux. Les habi-

tants de Guitri ne sont pas habitués à voir des éléphants circuler près de la ville comme cela. Donc, ils ne savent pas s'y prendre avec lui. Il faut que les autorités puissent venir le récupérer pour le ramener dans le parc ou dans la zone d'où il provient.

Un éléphant échappé de son groupe

L'éléphant Ahmed serait arrivé dans cette zone rurale du sud de la Côte d'Ivoire suite au déplacement en 2014 d'un groupe de quatre éléphants depuis Daloa, dans le centre du pays, vers le parc national d'Azagny, situé à 50 km de Guitri. Selon des informations de l'Office des parcs et réserves transmises à l'AIP (Agence ivoirienne de presse), l'éléphant Ahmed aurait quitté ce groupe et le parc il y a environ quatre ans pour rejoindre la région de Guitri.

Sollicité par notre rédaction, l'Office ivoirien des parcs et réserves, qui l'administre, n'a pas avancé de possibles causes du départ de l'éléphant de son environnement naturel.

Ce parc est décrit comme le seul du pays offrant des conditions d'accueil acceptables pour les éléphants par l'IFAW, une ONG inter-

nationale ayant participé au transport des quatre éléphants de Daloa.

"Une femelle l'attend au zoo d'Abidjan"

Interrogée par notre rédaction, la députée-maire de Guitri, Patricia Yao, a affirmé avoir reçu la promesse que l'éléphant serait transféré vers un zoo d'Abidjan le 9 ou 10 septembre. Elle s'en réjouit :

Quand il a commencé à déambuler dans la région il y a trois ans, il était très sympathique, les enfants jouaient avec lui et lui donnaient à manger. Mais il a grandi et grossi et un éléphant de cette taille ne peut pas cohabiter avec l'homme, il devient agressif. Dieu merci il n'a encore tué personne, mais il aurait pu. Pour le moment nous sommes en train d'estimer tous les dégâts matériels qu'il a causés, pour faire un rapport au gouvernement. Au zoo il y a une femelle qui l'attend pour qu'ils puissent se reproduire. Il va sûrement nous manquer, on s'était habitués à sa présence, mais ça vaut mieux pour tout le monde qu'il aille là où il doit être.



Justice : Lamine Diack condamné à quatre ans de prison, dont deux ferme

L'ancien patron de l'athlétisme mondial Lamine Diack a été condamné mercredi à Paris à quatre ans de prison, dont deux ferme, pour son implication dans un réseau de corruption destiné à cacher des cas de dopage en Russie.



Lamine Diack a été reconnu coupable de corruption active et passive et d'abus de confiance et a été condamné à une amende maximale de 500 000 euros. Les avocats du Sénégalais ont immédiatement annoncé qu'il faisait appel, alors que Lamine Diack, âgé de 87 ans, est ressorti libre de la salle d'audience.

Parmi les six prévenus, la peine la plus lourde a été prononcée contre son fils, Papa Massata Diack, qui est resté à Dakar et avait refusé de comparaître au procès en juin : il a été condamné à cinq ans de prison ferme et un million d'euros d'amende et le tribunal a maintenu le mandat d'arrêt à son encontre.

Concernant Lamine Diack, la peine est à la hauteur de la « gravité des faits de corruption qui vous étaient reprochés », a lancé la présidente de la 32e chambre correctionnelle, Rose-Marie Hunault, qui a jugé qu'il avait « gravement porté atteinte à la lutte contre le dopage » et « violé les règles du jeu de la compétition sportive ».

Dopage russe

L'ancien président de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF, 1999-2015) et son fils de 55 ans, qui dirigeait le marketing à l'IAAF,

étaient jugés parmi six protagonistes pour avoir permis de retarder, à partir de fin 2011, des procédures disciplinaires à l'encontre d'athlètes russes soupçonnés de dopage sanguin, dont certains avaient été sacrés aux JO de Londres-2012 (Kiriyapkin 50 km marche, Zaripova 3 000 m steeple) avant d'être déçus pour dopage.

Derrière cette indulgence, un deal rocambolesque, révélé par Lamine Diack lui-même durant l'enquête et confirmé par le tribunal : le renouvellement de contrats de sponsoring et de diffusion de l'IAAF avec la banque d'Etat russe VTB et la télévision publique RTR, ainsi que des fonds pour financer l'opposition au sortant Abdoulaye Wade lors de la présidentielle de 2012 au Sénégal. Durant le procès, Lamine Diack avait réfuté tout financement politique. Les quatre autres acteurs du procès ont tous été condamnés : l'ancien chef de l'antidopage à l'IAAF, Gabriel Dollé, a écopé de 2 ans avec sursis et 140 000 euros d'amende, tandis que l'avocat Habib Cissé, qui conseillait Lamine Diack, a été condamné à trois ans de prison dont deux avec sursis et 100 000 euros d'amende. Deux responsables russes jugés par défaut, l'ancien président de la fédération nationale d'athlétisme Valentin Balakhnitchev et l'ancien entraîneur Alexei Melnikov ont été

condamnés respectivement à trois et deux ans de prison ferme, avec maintien du mandat d'arrêt à leur encontre.

Depuis la Russie, Valentin Balakhnitchev a aussi annoncé son intention de contester le jugement. « Ils m'ont privé de mon droit légal de me défendre, ils ont dit que je ne coopérerais pas à l'enquête, ce à quoi je suis catégoriquement en désaccord », a-t-il dit à l'agence Ria Novosti.

Un chèque de 300 000 euros

Au total, les six prévenus ont aussi été condamnés à verser 10,6 millions d'euros de dommages et intérêts à l'IAAF sur le volet corruption. Mais Lamine Diack et son fils ont aussi été condamnés pour avoir capté des sommes indues sur des contrats de l'IAAF avec des sponsors. Sur ce volet, ils ont été condamnés à payer 5,2 millions d'euros à la fédération internationale.

Durant le procès, Lamine Diack avait concédé avoir donné l'ordre d'étaler les sanctions contre les Russes, une version confirmée par Gabriel Dollé. Mais pour eux, il en allait de la survie financière de l'IAAF, un argument qui n'a pas convaincu le tribunal. « À aucun moment vous n'avez remis en cause cette décision », a lancé la présidente du tribunal à Lamine Diack. Le tribunal a considéré que pour au moins six athlètes russes, les procédures disciplinaires avaient été retardées et que les sportifs avaient dû payer pour bénéficier d'une « protection totale ». La pièce centrale de l'accusation est un virement de 300 000 euros reçu par la marathonienne Lilya Shobukhova, depuis un compte lié à Papa Massata Diack, en guise de remboursement quand elle a finalement été suspendue en 2014. Une note, retrouvée chez l'avocat Habib Cissé, décline d'autres sommes, pour un total évalué par le tribunal à 3,2 millions d'euros, mais l'argent n'a pas été retrouvé et les athlètes russes pas entendus, ce que la défense avait dénoncé.

Les avocats de Lamine Diack avaient réclamé la relaxe, mais espéraient surtout que leur client évite la prison. Dans l'immédiat, Lamine Diack n'en a pas fini avec la justice française. Avec son fils, il est mis en cause dans une seconde enquête à Paris sur des soupçons de corruption dans l'attribution des JO de Rio-2016 et de Tokyo-2020. Lamine Diack sera bientôt entendu dans ce dossier.

Championnat national du Mali : Stade malien, un parcours de champion

Sacrés à deux journées de la fin des débats, les Blancs de Bamako ont reçu leur trophée, mardi, à l'issue de la dernière journée du Carré d'as. Avec une coquette somme de 10 millions de Fcfa. Le deuxième du championnat, Yeelen olympique a empoché 7 millions. Stadistes et Olympiens seront les porte-drapeaux du Mali l'année prochaine en Ligue des champions d'Afrique et en Coupe CAF



L'édification 2019-2020 du championnat national a pris fin, le mardi 15 septembre au Stade du 26 Mars. Le dernier match a mis aux prises le Stade malien et le Réal qui se sont séparés sur un score de parité 1-1. Demba Diallo a débloqué le tableau d'affichage pour les Blancs à la 25^e minute, mais peu avant la mi-temps, Naman Keïta a égalisé pour les siens, profitant d'un mauvais positionnement de la défense adverse (38^e min, 1-1). Il faut dire que le match était sans enjeu puisque le Stade malien a été sacré à deux journées de la fin du Carré d'as et le Réal, éliminé de la course au titre dès la quatrième journée. Les deux équipes jouaient donc pour l'honneur, avec d'un côté, des Stadistes qui avaient à cœur de préserver leur invincibilité et de l'autre, des Scorpions qui n'avaient jusque-là réussi à empocher le moindre point et qui voulaient juste terminer sur une note positive. De part et d'autre, chacun a donc atteint son objectif.

A présent, le regard des deux équipes se tourne vers la saison 2020-2021. Surtout les Stadistes qui auront l'honneur de représenter le Mali à la prestigieuse Ligue africaine des champions (le ticket de la Coupe CAF a été enlevé par Yeelen olympique qui a terminé deuxième du championnat). «J'ai un sentiment de joie et de fierté, après ce sacre. Remporter le titre de champion n'a pas été chose aisée, compte tenu du nombre d'équipes partici-

pantes (23, ndlr)», a déclaré l'entraîneur du Stade malien après la rencontre.

«En 24 matches, soulignera Djibril Dramé, l'équipe n'a concédé aucune défaite, totalisant 20 victoires et 4 matches nuls. Au total, nous avons marqué 43 buts pour seulement 8 encaissés, c'est une performance énorme. Félicitations aux jeunes, ils se sont battus de bout en bout et méritent cette récompense. Je suis fier d'eux et je dis merci aux supporters qui ont accompagné l'équipe pendant toute la saison». D'ores et déjà, le technicien de Sotuba se projette vers l'exercice 2020-2021.

«Il reste maintenant la compétition africaine et il faut qu'on s'y prenne à temps, c'est-à-dire, dès maintenant. Nous devons prendre toutes les dispositions, discuter de tous les aspects, primes, salaires, pour bien aborder cette compétition. Concernant l'effectif aussi, il doit être renforcé parce qu'il y a encore des insuffisances. C'est le moment de se pencher sur tous ces aspects si on veut atteindre la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique», a conclu Djibril Dramé.

Le nouveau champion du Mali a reçu une enveloppe de 10 millions Fcfa, contre 7 et 5 millions, respectivement pour Yeelen olympique (2^e) et le Réal (3^e). Après la cérémonie de remise des récompenses, le président de la Fédération malienne de football (Femafoot) a exprimé sa satisfaction de voir le championnat arriver à son terme malgré la crise sanitaire

qui a entraîné l'arrêt de toutes les activités pendant plusieurs mois.

«Nous sommes très satisfaits, parce que nous avons commencé le championnat avec 23 clubs et ce n'était pas évident de terminer la compétition, surtout avec la pandémie du coronavirus. Non seulement le championnat est allé au bout, mais en plus, il n'y a eu aucun incident majeur. Ce que nous sommes arrivés à faire aujourd'hui, c'est l'effort de tout le monde», a confié Mamoutou Touré «Bavieux», avant de renchérir : «Le comité exécutif a fait un effort malgré la crise économique en donnant 10 millions au lieu de 7 millions au champion, 7 millions au lieu de 5 millions au vice-champion et 5 millions au 3^e au lieu de 3 millions. Notre ambition est de permettre à la famille de football malien de faire face aux défis du football émergent et notre détermination est sans faille».

Le PDG de Orange Mali, sponsor officiel de la Femafoot, a félicité le bureau fédéral pour son travail qui a permis de terminer le championnat malgré la crise sanitaire. «Je félicite le président de la Femafoot et l'ensemble de son bureau fédéral, ils ont fait preuve d'abnégation pour pouvoir finaliser ce championnat. Beaucoup de pays ont annulé leur championnat à cause de la Covid-19, mais le Mali a relevé le défi. Félicitations à la Fédération malienne de football», a salué Brelotte Ba.

Pour mémoire, le championnat national 2019-2020 a regroupé 23 équipes qui ont été réparties en 2 poules de 12 et 11 clubs. Les deux premiers de chaque poule (le Djoliba, le Réal, le Stade malien et Yeelen olympique) se sont qualifiés pour le Carré d'as, alors que les quatre mal classés ont joué la phase des Play-offs. Concernant le Carré d'as, il a regroupé trois équipes au lieu de quatre, le Djoliba ayant décidé de boycotter la compétition.

Ainsi, 20 équipes évolueront la saison prochaine en première division : le Stade malien, le Réal, l'AS Bakaridjan, Yeelen olympique, les Onze Créateurs, l'Usfas, l'AS Black star, LC. BA, l'AS Police, le Djoliba, le Nianan, le COB, le CSD, l'USC Kita, le Sonni de Gao, l'Asom, l'US Bougouni et les trois vainqueurs du tournoi de montée qui se disputera dans quelques semaines. Quant aux six clubs relégués, ils ont pour nom : l'AS Performance, l'AS Sabana, le CSK, le Mamahira, Avenir de Tombouctou et l'ASB.

Boubacar THIERO



Bélier (21 mars - 19 avril)

Une idée géniale pourrait vous parvenir pendant la nuit. Vous la soumettez à votre environnement de travail qui l'accueillera avec enthousiasme. Cette intervention de votre part vous vaudra d'être remarqué par vos supérieurs. Un appel ou un e-mail d'un éventuel acheteur pour votre bien immobilier pourrait vous parvenir. Ne tardez pas, il faut battre le fer pendant qu'il est encore chaud. Vous réussirez à décider cette personne à acheter.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous allez lorgner sur un poste de responsabilités. Ce dernier sera convoité par de nombreuses personnes. Fidèle à vous-même, vous serez prêt à leur griller la politesse pour l'obtenir. C'est pourquoi vous déposerez votre candidature aujourd'hui.

À cause d'un zodiaque excessivement volatile, votre signe va connaître de grosses turbulences financières. En conséquence, vous pourrez faire une croix sur vos projets d'épargne ce mois-ci... Vos rapports avec l'argent seront empreints de colère.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le dicton Un tient vaudra mieux que deux tu l'auras conditionnera votre décision. Sur le fond, vous aurez peut-être raison, mais dans une perspective d'avancement professionnel, votre refus de changement pourrait freiner sérieusement votre évolution.

On essaiera de vous vendre quelque chose, mais comme cela sentira l'arnaque à plein nez, vous ne mordrez pas à l'hameçon. Par ailleurs, vous examinerez attentivement tous les tenants et les aboutissants avant de vous engager dans une affaire financière.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les relations avec les supérieurs hiérarchiques ne sont pas spécialement bonnes. Vous remarquez des dysfonctionnements et des difficultés entre les collègues. De l'éparpillement dans les tâches et un manque de personnel peut réduire la productivité.

Comptez sur des soldes ou des bonnes affaires pour garder la stabilité dans votre vie financière. Il est conseillé de ne pas trop dépenser pour garder de la trésorerie. Des paiements restent importants et empiètent sur le budget consacré aux loisirs.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre astre, le Soleil, placé en Cancer, nourrira votre imagination et votre créativité. Grâce à cela, vous serez en mesure de trouver les solutions adéquates pour chaque problème qui vous sera proposé. Cela vous permettra de progresser dans vos objectifs.

Une idée vous viendra à l'esprit aujourd'hui. Celle-ci aura trait à un placement financier ou une façon de gagner de l'argent à laquelle vous n'aviez pas encore pensé. N'hésitez pas à la mettre en oeuvre, c'est une idée porteuse.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Dans votre travail, vous serez professionnel et extrêmement courtois. Pas la moindre grogne ou le plus petit signe d'énervement. Votre calme sera trompeur. D'ici quelques jours, vous allez donner votre préavis ! Vous avez tout simplement trouvé mieux.

Pour séduire une personne, vous vous mettez tout d'un coup à mener la vie de château. Berline de luxe allemande, beaux vêtements, etc. En fait, tout ne sera que de la location ! Seul le prestige comptera à vos yeux, et le fait d'en mettre plein la vue !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous vous montrerez très impatient et cela rejaillira sur vos activités. Vous ne supporterez pas que vos interlocuteurs tardent à vous répondre. Certes, il faudra que les choses progressent, mais vous ne pourrez pas avancer plus vite que la musique.

Vous croirez que votre manque de rapidité à prendre une décision vous fera louper une affaire en or. Remerciez plutôt les qualités de prudence liées à votre signe, car au contraire, vous gagnerez de l'argent en ne les plaçant pas dans une affaire fumeuse.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Le climat professionnel tourne plutôt vers un climat bon enfant. Vous pourriez être satisfait de la journée grâce à une bonne complicité entre collègues. Du changement peut cependant être désiré dans vos fonctions, car la routine commence à être ressentie.

Le contexte est propice à une prudence. La générosité et l'impulsivité sont la cause de dépenses imprévues dans votre budget. Uranus et la Lune en Taureau peuvent vous rendre sensible aux articles destinés à la décoration ou à compléter votre garde-robe.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous pourriez recevoir une réponse positive à votre demande de mutation, surtout s'il s'agissait d'une demande pour l'outremer ou la côte. Pour tous les Sagittaire en tout cas, ce jour sera celui de la réussite et de la reconnaissance. Vous pourriez avoir une jolie surprise au courrier ce matin. Il pourrait s'agir, en effet d'une somme d'argent que vous devez à l'administration et qui mettra du beurre dans les épinars. À noter qu'il pourrait s'agir d'argent lié à une affaire familiale.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Dans l'exercice de votre métier, vous aurez une règle d'or ! Même si certains collègues sont devenus vos amis, vous resterez professionnel. En clair, vous ne fermerez jamais les yeux sur leurs erreurs, surtout si vous avez un poste de responsable.

Que ce soit en amour, au travail ou dans tout autre domaine, vous ne vendrez jamais votre âme au diable pour de l'argent. Vous le direz aujourd'hui à votre partenaire. Si possible, vous lui demanderez ou plutôt lui donnerez le conseil de faire de même !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Alors que tout sera en place pour vous permettre d'aller de l'avant, vous hésitez et vous tergiverserez... Sans doute ne disposerez-vous pas de toutes les informations voulues, mais attendre en restant les bras croisés ne sera pas la bonne solution.

Avantagé par Mercure dans votre secteur d'argent, vous disposerez des meilleurs atouts pour défendre vos intérêts. Entre des dossiers administratifs, des accords à valider, vous aurez pas mal de paperasse. Chacune de vos signatures sera de bon augure.



Poisson (19 février - 21 mars)

Après des efforts, la récompense arrive. Vous recevez des encouragements de la part de vos collègues ou de supérieurs hiérarchiques. Pendant des activités, il est recommandé de ne pas prendre à coeur la désorganisation ou le stress sur le lieu de travail.

L'ambiance est à la sérénité et vous rêvez à des achats que vous souhaitez faire. Les paiements sont liés à l'habitat avec le désir d'acquérir des objets décoratifs. Neptune en Poissons change votre relation à l'argent, vous commencez à vous en détacher.

TOMBOLA NISONDIA



SPRIT

Jusqu'au 20 décembre 2020

Souscrivez à Damou à partir de 490 F ou aux forfaits Internet et Grati+ à partir de 500 F pour gagner chaque semaine de superbes cadeaux.